



Lucides et déterminé.e.s pour faire grandir les luttes et gagner les élections professionnelles

Le comité national de la Fédération CGT des Services publics, réuni à Montreuil le 23 janvier 2018, a procédé à l'analyse de la situation revendicative.

Le contexte est marqué par les coups brutaux portés contre les conquêtes sociales et démocratiques du monde du travail, par la répression visant le syndicalisme de lutte et en premier lieu la CGT, par un discours médiatique dominant visant à entretenir le fatalisme dans les esprits sur le caractère inéluctable du recul social et démocratique, par une situation internationale de plus en plus tendue et conflictuelle.

Dans le même temps, la période se caractérise par des points d'appui pour l'action syndicale et la construction du rapport de force.

Sur l'exercice 2016, non encore consolidé, nos forces organisées sont en progression par rapport à l'année 2015. Les résultats CGT aux élections professionnelles intermédiaires sont encourageants et marquent la confiance des personnels dans notre syndicalisme. Les luttes sont nombreuses dans le champ fédéral et, confirmant la tendance constatée ces derniers mois, souvent à caractère unitaire et permettant dans de nombreux cas de parer les coups et d'obtenir des avancées pour les agents et le service public : nous saluons ainsi la lutte gagnante de nos camarades des crèches de Nice métropole qui viennent d'obtenir de nombreuses créations de postes ; nous saluons les luttes engagées sur le jour du carence qui commencent à déboucher sur sa non-application dans des collectivités ; nous saluons les batailles engagées contre la liquidation des départements, comme en Ile-de-France avec la mobilisation de nos camarades des conseils départementaux de la Petite couronne.

Le CNF affirme la nécessité de poursuivre et d'amplifier la bataille contre la liquidation de la Fonction publique, pour la défense des communes, départements et offices HLM, pour un service public de qualité sur tout le territoire, pour l'égalité professionnelle femmes/hommes, pour l'augmentation de la valeur du point d'indice, pour l'abrogation du jour de carence, pour le système de retraite par répartition et contre le régime unique par points que veut imposer Macron, pour le maintien et le renforcement de la CNRACL.

Le CNF appelle à poursuivre avec détermination la construction des échéances de mobilisation à venir :

- le **30 janvier**, avec la journée unitaire de grève et de manifestation des personnels des EPHAD. Le ministre de la Santé vient d'annoncer un plan d'urgence, preuve de l'efficacité de la mobilisation en construction. Pour gagner des mesures de nature à répondre aux besoins et revendications, c'est une puissante journée qu'il faut réussir le 30 janvier.

- le **8 février** : dans le cadre de la journée d'initiatives et de mobilisations convergentes à Paris – avec notamment la manifestation nationale des cheminots initiée par leur Fédération CGT –, les organisations de la CGT Fonction publique organisent un rassemblement à Bercy devant le ministère pour la défense et le développement des libertés syndicales et de la démocratie sociale. A cette occasion, le ministère sera saisi des nombreux cas de discriminations syndicales et d'atteintes aux droits de grève et d'intervention dont sont victimes de trop nombreux de nos militants. Ce rassemblement sera aussi l'occasion de porter l'ensemble de nos revendications et de nos exigences en matière de services publics et de démocratie de proximité, dans un contexte lourd de menaces dans le cadre du projet de métropolisation du Grand Paris.
- le **13 février**, à Longwy, nous manifesterons pour apporter notre soutien à nos camarades en lutte depuis plusieurs semaines face à un maire qui refuse d'ouvrir de réelles négociations et a fait remplacer les grévistes par des intérimaires.
- **fin mars/début avril**, nous serons dans l'action dans la Fonction publique lors d'une journée unitaire de grève et de manifestations dont la date doit être prochainement fixée.

Le CNF souligne la montée de la contestation du processus Action publique 2022. Il appuie les initiatives de mobilisation engagées dans ce cadre (comme à Toulouse le 12 janvier et Lille le 1^{er} février) et le questionnaire alternatif sur les services public, lancé par la Convergence des Services publics, questionnaire visant à contrecarrer la pseudo-consultation gouvernementale.

Montreuil, le 25 janvier 2018

